



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Lettre-ouverte>

Lettre ouverte

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2005 - N° 1056 - juillet 2005 -

Date de mise en ligne : samedi 12 novembre 2005

Date de parution : juillet 2005

Description :

Jacques HAMON réagit à l'attitude partielle et malhonnête, après le référendum, de l'un des journalistes défenseurs du oui.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

À

Monsieur Serge JULY
Libération
11, rue Béranger
75154 Paris Cedex 03

Le 30 mai 2005

Monsieur,

Je viens de lire votre éditorial indigné du 30 mai 2005, sans être convaincu de la justesse de votre analyse : Sauf à l'occasion du traité de Maastricht, les électeurs français n'ont jamais été consultés sur les conditions de la construction de l'Union européenne, le terme Communauté - tous solidaires - ayant été abandonné. Il est donc normal qu'ils aient exprimé leur point de vue sur l'ensemble de l'usine à gaz.

La Convention n'avait pas été chargée de rédiger une constitution, mais de mettre un peu d'ordre dans les conduites de l'usine à gaz, ce qu'elle n'a pas fait.

Le récent élargissement a été entrepris sans prévoir les ressources permettant une mise assez rapide à un niveau socio-économique acceptable des entrants dans le besoin, et sans envisager que cette mise à niveau exige des engagements et des aménagements.

Le plombier polonais a été inventé par Fritz Bolkenstein, et l'horreur turque par Bayrou et Sarkozy. Rendez à César ce qui est à César.

Certains ont voulu différencier le vote sur le projet de Constitution de celui concernant la politique du gouvernement Raffarin, mais il s'agit de la même chose, Raffarin mettant en oeuvre les impératifs de l'Union. La situation est la même en Allemagne, et vous avez vu ce qu'en pensent les électeurs allemands.

Appartenant à une formation politique gouvernementale, je me suis efforcé d'inciter mon président à ne pas mentir aux électeurs, sans succès. Dans toute la documentation dont je dispose, les pro-non ont été raisonnablement honnêtes, les pro-oui ont menti comme des arracheurs de dents. Comme ils ont menti depuis deux décennies. Malheureusement pour eux, les électeurs français savent généralement lire, et certains ont de la mémoire.

Juste après la seconde guerre mondiale, nos pays ont créé un système social raisonnablement équitable, et l'ont financé. Soixante ans plus tard, et infiniment plus riches, ces pays n'ont plus les moyens de financer un tel système. Où est le problème ?

Bien cordialement